

CIBLE

LUTTE

Dans le plan Juppé sur la Sécurité sociale, il y a beaucoup d'incertitudes (sur le contrôle réel des prescriptions médicales, sur le risque de rationnement des soins), mais aussi d'inquiétants constats :

- Quant à la méthode : dans une apparence de concertation, le gouvernement a menti aux représentants des salariés, et n'a pas tenu la promesse sur l'allocation autonomie pour les personnes âgées dépendantes.

- Quant aux choix : non seulement on fait payer les classes moyennes, selon la doctrine de Minc-Balladur, mais on taxe les retraités et les chômeurs.

- Quant à la logique de la réforme : elle met en cause le principe fondamental de la Sécurité sociale (la gestion paritaire d'un système de solidarité), elle encourage la retraite par capitalisation, elle affaiblit des syndicats indispensables à la nation.

On comprend que cette réforme ait provoqué l'enthousiasme des milieux financiers, du gouverneur de la Banque de France et de tous les libéraux partisans de la régression sociale. Alain Juppé a les soutiens qu'il mérite.

Mystification

La tyrannie des marchés



Entretien

**Louis XIV
et l'État**

p. 6/7

Rabin

**Le dernier roi
d'Israël**

p.5

Minc, serait-ce ta victoire ?

Le second gouvernement Juppé fait-il des choix simplement comptables ou s'inscrit-il dans un projet idéologique cohérent ?

On peut penser, non sans de bonnes raisons, que le « tournant de la rigueur » annoncé par Jacques Chirac en octobre et le plan Juppé de la réforme de la Sécurité sociale sont des choix dictés par ce qu'on pourrait appeler le réflexe du terrassier : il y a des trous (financiers) il faut les boucher. Si tel est le cas, nous demeurons dans le cas de figure banal de la politique à courte vue, qui pare au plus pressé, sans tenir compte des effets pervers de la rigueur ainsi pratiquée : la ponction sur la demande diminue la consommation et les industriels, qui agissent au vu de leur carnets de commandes, ne sont incités ni à investir, ni à embaucher. En faisant le choix de la rigueur, pour satisfaire aux fameuses contraintes de Maastricht, le gouvernement se résigne sans le dire à l'augmentation du chômage dans notre pays. C'est prendre une très lourde responsabilité.

Mais il y a une hypothèse encore plus sombre : celle d'une action politique délibérée, relevant d'une véritable idéologie, et visant à transformer à long terme la société française afin qu'elle entre complètement dans la perspective néo-libérale. Tel est le voeu de la classe dirigeante, qui est exprimé dans la presse bien-pensante (*Le Point*), et qui a été nettement formulé dans le fameux rapport sur « La France de l'an 2000 » ou rapport Minc (1). Voici un an, nous avons montré que ce rapport était à la base de la doctrine d'Édouard Balladur, que Jacques Chirac fustigeait

comme l'expression détestable de la « pensée unique ». La victoire du maire de Paris semblait reléguer le dit Minc à son rôle d'essayiste (au demeurant médiocre) et renvoyer son célèbre rapport aux poubelles de l'histoire. Nous nous étions réjouis trop vite. Car s'il suffit d'un quelconque Trichet pour imposer le régime de la rigueur, le plan de réforme de la Sécurité sociale semble traduire une vision beaucoup plus vaste : celle qu'on trouve justement dans le rapport Minc, et qui a été réaffirmée par son auteur dans un article de *Libération*, le jour même où Alain Juppé



présentait son plan aux députés (2). Pour Alain Minc, il s'agit « d'imposer davantage les classes les plus aisées, pour faire accepter une purge pour les classes moyennes au profit des moins défavorisés », de débarrasser la Sécurité sociale « de ses moeurs corporatistes » (...) « afin qu'un État-providence, à terme plus restreint, fonctionne en priorité au profit de ceux qui en ont le plus besoin ».

Tout est dit, clairement, à ceci près que les « classes les plus aisées » ont les moyens d'échapper aux efforts fiscaux qu'on leur demandera, alors que les classes moyennes seront obligées d'accepter la « purge », tandis qu'on offrira aux plus pauvres un ultime filet de sécurité - selon la doctrine que le Fonds Monétaire international préconise et fait appliquer dans les pays les plus défavorisés.

Alors que la politique conservatrice se résigne à la rigueur et au chômage, l'idéologie d'Alain Minc, qui semble inspirer Juppé II, implique une politique délibérément antisyndicale, et qui récuse toute idée de progrès économique et de justice sociale. Ceci dans un des pays les plus riches du monde. La contradiction est éclatante. Elle ne sera pas toujours supportée.

Jacques BLANGY

(1) Commissariat au Plan : *La France de l'an 2000*, La Documentation française et Éditions Odile Jacob, 1994. Voir notre critique dans *Royaliste* n° 635, 23 janvier 1995.

(2) *Libération*, 15 novembre 1995.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (100 F) ☐ six mois (185 F) ☐ un an (270 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Minc, serait-ce ta victoire ? - p.3 : Sauvé des eaux - La panne du dialogue social - p.4 : Contre l'initiative pour l'emploi - Vive le Canada libre ! - p.5 : Le dernier roi d'Israël - p.6/7 : Louis XIV à la conquête de l'État - p.8 : Sous le regard nazi - Paris, capitale arabe - p.9 : Gilles Deleuze - p.10 : L'affaire Kusturica - La bataille de Poitiers - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Quand s'effondrent les marchés.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Télécopie : (1) 42.98.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Sauvé des eaux ?

Le premier gouvernement Juppé est tombé plus vite que son ombre. Que deviendra le second, confronté aux colères qu'il déclenche ?

Alain Juppé a surpris tout le monde en battant le record de brièveté gouvernementale, toutes tendances confondues. Si peu de temps, tant d'erreurs, pour terminer dans la muflerie ! Décidément, nos critiques, que d'aucuns trouvaient trop dures, sont toujours restées en deçà de la réalité quant à l'immobilisme de la première équipe, quant à ses contradictions engendrées par un entrelacs de confuses médiocrités, de mouvements de paniques et de pulsions réactionnaires.

Hélas ! la nouvelle équipe n'a pas dissipé le malaise. Parmi les principaux ministres, on a gardé les mêmes nullités prétentieuses à l'Intérieur et à la Défense. On a certes resserré l'équipe, mais en chassant la plupart des femmes comme si elles étaient responsables de l'immobilisme du premier ministre et des cafouillages techniques que la répartition des responsabilités ministérielles avait engendrés. Muflerie, ai-je dit : ces dames étaient là pour amuser la galerie, puis la « communication » gouvernementale a changé, et elles ont été brutalement vidées alors que la plus gaffeuse d'entre elles, Elisabeth Hubert, a fait mille fois moins de mal que les provocations d'Eric Raoult qui, lui, est resté au gouvernement !

Aidez-nous :
pensez à la
souscription !

Les commentateurs touillaient ces réflexions moroses quand la divine surprise est venue de la réforme de la Sécurité sociale. Audace ! Courage ! Cohérence des choix ! Le gouvernement gouverne ! Il s'engage ! Il décide ! La gauche faiblement engagée, peu décidée, la gauche des jospiniens au parapluie déployé et des aubristes en chaise longue (les amis de Martine) n'en revenait pas plus que les balladuriers qui avaient commencé à tirer sur Juppé comme s'il s'agissait d'une ambulance.

Puis Lionel Jospin a pris ses distances, tandis que les patrons et les fameux « marchés » continuaient d'applaudir à tout rompre - mais quoi ? L'audace et le courage de ceux qui ne subiront pas. Et la cohérence qui consiste à appliquer la doctrine de Minc : épargner les riches, faire payer les classes moyennes pour assurer un minimum de sécurité aux plus pauvres. On va même plus loin, puisque les chômeurs et les retraités sont mis à contribution, sans échappatoire possible, alors que les plus riches ne s'apercevront même pas de la ponction.

Applaudi par la majorité la plus réactionnaire de la V^e République, Alain Juppé a tout de même du souci à se faire. Pour lui, le dernier acte se jouera dans la rue.

Sylvie FERNOY

La panne du dialogue social

L'apparente victoire de Christian Blanc dans le conflit qui l'opposait au personnel naviguant commercial d'Air France ne doit pas dissimuler le blocage du dialogue social et de la concertation.

Le relatif échec de la dernière grève (la huitième en un an) a permis à Christian Blanc d'annoncer qu'il appliquerait ses mesures de productivité. A plus ou moins brève échéance cela devrait se traduire par la suppression de 1200 postes d'hôtesse et stewards compensée par l'embauche de 1200 jeunes payés 20 % moins cher, mesure assortie de la promesse de voir leur situation renégociée d'ici à quatre ans en fonction des résultats obtenus.

Christian Blanc ne sort pas grand de ce conflit. S'il est parvenu à imposer ses vues, on peut pas dire qu'il ait fait dans la finesse : chantage au chômage, menaces, désignation à la vindicte populaire des privilèges « exorbitants » des hôtesse et stewards, remise en cause, par spots télé interposés, du droit de grève.

Il faut dire à sa décharge que la pusillanimité du gouvernement français ne l'a pas aidé. L'État, en effet, après avoir déréglé l'espace aérien a refusé d'en assumer les conséquences sociales. Il était pourtant évident que, face à la nouvelle concurrence, la compagnie nationale se devrait de réaliser des gains de productivité et d'imposer des sacrifices au personnel.

Quoi qu'il en soit, cette victoire est moins une victoire de Christian Blanc qu'une défaite de la concertation et du dialogue social. L'entêtement dont les syndicats majoritaires ont fait preuve a fini par se retourner contre eux et il est devenu facile pour la direction de les présenter comme des opposants bornés à la nécessaire réforme de l'entreprise. L'exemple de la Lufthansa aurait pu être médité : lorsque, en 1991, la compagnie au bord de l'asphyxie avait du prendre des mesures drastiques pour conserver l'outil de travail, l'ensemble des partenaires sociaux avait accepté de se rencontrer et de négocier. A l'inverse à Air France, les diktats du président, l'intransigeance des syndicats et la démission du gouvernement, ont conduit à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Mais la Lufthansa n'est pas un modèle à suivre dans tous les domaines. Pour assainir ses finances, la compagnie aérienne d'outre-Rhin a en effet délocalisé une partie de sa billetterie à New Delhi et le salaire du personnel y est aligné sur les salaires locaux. Même chose pour la maintenance d'une partie de sa flotte qui, dès l'an prochain, sera transférée en Irlande.

Voilà les excès où nous conduisent la mondialisation de l'économie et son corollaire, la déréglementation. Seul l'État pourrait s'opposer à cette fuite en avant aux conséquences sociales catastrophiques. Encore faut-il qu'il ne renonce pas à ses prérogatives. Et une véritable question de fond demeure. Quelle est la légitimité d'un système économique qui loin de se mettre au service de l'homme le déclare bon à la casse parce qu'il coûte trop cher ?

Patrice LE ROUÉ

Contre l'initiative pour l'emploi ?

Le contrat d'initiative pour l'emploi présentait un réel intérêt dans sa conception.

Les modalités de versement de la participation de l'État ont gâché cette chance.

Pour lutter contre le chômage de longue et de très longue durée, le gouvernement a décidé de créer le Contrat d'Initiative pour l'Emploi (C.I.E.). Certes, il s'agit d'un « cadeau aux patrons » : prime de 2 000 F mensuelle et suppression des charges sociales de Sécurité Sociale, le tout pendant deux ans en échange d'une embauche d'un chômeur de longue durée. Mais, ce cadeau est assorti d'une interdiction de licencier la personne pendant les deux ans de ce contrat sous peine de devoir rembourser la totalité des sommes versées par l'État.

Ce dispositif - qui leur était destiné - paraissait attractif pour les PME, PMI et artisans ainsi que pour le milieu associatif. Il pouvait générer plusieurs dizaines de milliers d'emplois supplémentaires malgré l'effet pervers du remplacement de certains contrats classiques - qui eussent été de toute manière signés - par ces C.I.E. De plus, pour de nombreux chômeurs de longue durée, cette mesure les sauvait de l'exclusion et les faisait sortir d'un cycle infernal.

Mais on a ensuite appris que la prime mensuelle de 2 000 F ne serait versée par l'État que les 3^e, 12^e et 24^e mois du contrat. Et là, rien ne va plus ! Certes Alain Juppé se félicitera du nombre de C.I.E. signés, mais il faut être conscient que maintenant la plupart d'entre-eux le sont au préjudice des contrats classiques.

En effet, la trésorerie des petites entreprises ne leur permet pas de faire l'avance de la totalité du montant du salaire pendant 9 et 12 mois. L'État se sert, en l'occurrence, des entreprises comme banques prêteuses.

Quant aux associations (sportives, culturelles ou autres), creusets d'emplois potentiels, ainsi que les centres sociaux, les Maisons des Jeunes et de la Culture, ils sont déjà condamnés par le jeu des subventions à jongler avec leur trésorerie, les subventions n'arrivant souvent qu'après les dépenses effectuées. Ils ne peuvent donc faire en plus une telle avance en masse salariale. Ils préfèrent donc les Contrats Emploi Solidarité (CES) ou mieux les contrats consolidés sur cinq ans, où l'établissement payeur verse mensuellement une avance sur sa participation.

Ainsi, la priorité budgétaire a conduit le gouvernement à étaler le financement de cette mesure sur trois ans (au mieux 3 mois réglés en 1995, 9 en 1996 et 12 en 1997). Ainsi une mesure, peut-être discutable par son aspect « cadeaux aux entreprises », mais qui aurait pu générer plusieurs centaines de milliers d'emplois en quelques années, est condamnée à avorter pour des raisons purement comptables.

Décidément, l'imagination est loin d'être au pouvoir et la pensée unique triomphe.

J.-Jacques BOISSEROLLE

Vive le Canada libre !

Au lendemain du succès en trompe-l'oeil des fédéralistes, le Canada se retrouve face à lui-même et à sa crise d'identité. Une dernière chance lui est donnée de se ressaisir et c'est le Québec qui la lui offre.

Le 30 octobre dernier, les partisans du non à l'indépendance du Québec l'ont emporté de justesse sur les souverainistes. Pourtant, en dépit des apparences, la vraie victoire n'a pas été acquise par les fédéralistes canadiens. Le oui est en réalité le grand vainqueur. Parce qu'il a progressé depuis le référendum de 1980, parce que c'est autour de lui et de son projet que s'est déroulée la campagne référendaire.

Les fédéralistes, en effet, n'ont plus de projets. Ils vantent avec raison l'identité canadienne, mais qu'ont-ils fait pour elle ? Ils ont signé leur démission en menant une politique qui se résume en deux mots : libre-échangeisme et multiculturalisme. Soit la recette parfaite pour diluer la nation canadienne et en faire un appendice des États-Unis. Et voilà les Québécois promus défenseurs du Canada. Car, eux, que disent-ils ?

Qu'une nation ne peut vivre sans un projet culturel, que celui-ci doit se faire intégrateur et rassembleur, que l'État ne peut pas s'en désintéresser. Le 30 octobre, les francophones du Québec ont rappelé tout cela à des fédéralistes désarmés. Ceux-ci sont maintenant face à leur échec. Le statu quo n'est plus possible. Seul un renouvellement

de la fédération canadienne pourrait maintenir l'unité du pays. Seule une nouvelle dynamique pourrait sauver le pays de l'éclatement. Or, ce changement passe par la reconnaissance du caractère distinct de la société québécoise. Car on peut être distinct et rester uni au tout.

François VERRAZZANE

Le dernier roi d'Israël

La place des Rois-d'Israël à Tel Aviv se nomme désormais place Itzhak-Rabin.

Si Rabin a peut-être été une sorte de roi pour Israël, sa mort ouvre une crise d'identité.

La mort de Peres aurait suscité plus de lyrisme, mais aurait été moins lourde de sens, moins chargée d'histoire. L'assassinat de Rabin marque la fin d'une histoire héroïque, d'une histoire militaire. La mort de Rabin est analogue en cela à la disparition de De Gaulle. L'assassin n'a peut-être pas pensé au vainqueur de la guerre des six jours, au héros de la guerre du Sinaï, au colonel de 27 ans en 1949, mais a visé celui qu'il considérait comme le liquidateur de cet héritage comme s'il avait toujours été acquis.

L'accord israélo-palestinien d'Oslo a été acquis par Peres grâce à ses amitiés dans l'Internationale socialiste, mais leur contenu, comme celui des accords intermédiaires, ressemble à Rabin, adhérent étroitement à la terre, consistant essentiellement dans un redéploiement de l'armée et sa relève par une police palestinienne. Il revenait à l'homme qui a conquis les territoires d'en organiser la retraite en bon ordre, ce qui est un art d'exécution. Là où l'optimiste Peres privilégiait la coopération élargie avec les pays arabes dans une grande zone de libre échange de la Méditerranée à l'Euphrate, le pessimiste Rabin ne se souciait que de séparation entre Israël et les zones arabes peuplées, libérant à ses valeurs, à ses mythes et à ses contradictions, mais d'où pourrait sortir un bipartisme à l'anglo-saxonne sachant marginaliser les extrêmes.

Peres est considéré comme l'homme de la paix, ou plutôt l'homme du parti de la paix. Rabin était et est demeuré fondamentalement l'homme de *Tsahal*, un soldat pour qui la paix était simplement plus efficace, moins coûteuse que la guerre pour un même objectif, la sécurité d'Israël. Rabin n'était pas un intellectuel, il ne se déterminait pas en fonction d'une idée mais était un homme de terrain, ne considérant que les réalités. Pas de débat philosophique. Pour seule émotion, celle de la mémoire des morts comme dans son discours le plus émouvant de tous à la signature de l'accord israélo-palestinien à Washington. Pas même le judaïsme. La qualité d'Israélien né sur la terre d'Israël l'emportait chez lui sur celle des fils d'Israël, le *sabra* sur l'*alyah*, la chair sur l'esprit. Le juif, c'est plutôt Peres, l'askhénaze, le cosmopolite, l'intellectuel, l'euro-péen, alors que l'introverti

Rabin, depuis longtemps et surtout depuis son ambassade à Washington durant toute l'ère Nixon de 1968 à 1973, ne jurait que par l'alliance stratégique avec les États-Unis et les équilibres stratégiques dans la région, spécialement avec la Syrie.

Ministre de la Défense pendant six ans d'un gouvernement d'union nationale conduit tantôt par Peres, tantôt par Shamir, colombe de droite ou faucon de gauche, pourquoi n'a-t-il pu s'appuyer sur un Likoud modéré qui partagerait plus ou moins ses options ? Pourquoi reviendrait-il aujourd'hui à Peres, si différent, de promouvoir cette convergence ?

Il n'a pas tenu à eux mais à Shamir et à ses héritiers. Qu'est-ce que le Hérouth (1) sans l'idéologie du grand Israël mais au prix de l'électorat sépharade ? Mais qu'est-ce que le Maarakh (2) sans le sionisme laïc mais au prix de la dérive de la Histadrout (3) ? Car ces deux héritages sont eux-mêmes en question. Il y a certainement une majorité sociologique entre *sabras* et orientaux sur l'économie sociale de marché et l'américanisation des mœurs, mais le consensus national qui tenait à l'histoire militaire d'Israël n'existe plus.

La constitution d'une gauche et d'une droite modernes, nécessaires à une normalisation de la vie politique, inscrite dans l'élection pour la première fois en juin 1996 d'un Premier ministre au suffrage universel direct, ne pourra éluder l'interrogation fondamentale sur la nature de l'État hébreu : nation juive, sûre d'elle-même dans ses frontières, libérée de sa peur, parmi d'autres États-nation, ou démocratie multiculturelle de tous les citoyens israéliens, dans une confédération israélo-jordano-palestinienne. Vrai débat qui renvoie chacun à ses valeurs, à ses mythes et à ses contradictions, mais d'où pourrait sortir un bipartisme à l'anglo-saxonne sachant marginaliser les extrêmes.

Yves LA MARCK

(1) Hérouth (Liberté) : parti issu de l'Irgoun dont Menahem Begin fut le chef historique, fait partie du Likoud.

(2) Maarakh (L'alignement) : fondé en 1969, regroupe différentes formations travaillistes dont le Front travailliste d'Itzhak Rabin.

(3) Histadrout : première organisation juive créée en 1920 sur la terre de Palestine.

♦ **DANEMARK** : En présence de tous les chefs d'États scandinaves et des souverains apparentés aux Glücksbourg, le prince Joachim, fils cadet de la reine Margrethe II et du prince consort Henrik, a épousé samedi 18 novembre, en la chapelle royale de Frederiksborg, Mlle Alexandra Manley. Cette dernière, banquière à Hong-Kong, de père chinois et de mère britannique avait obtenu du parlement de Copenhague la nationalité danoise, « à titre exceptionnel ».

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Le prince Charles s'est rendu du 13 au 16 novembre en visite en Allemagne à l'invitation du président Roman Herzog. Passionné d'urbanisme, il a profité de son séjour à Berlin pour se rendre dans une cité HLM modèle. Le prince de Galles était accompagné de l'architecte britannique John Thompson, à l'origine du projet de rénovation de ces cités.

♦ **MAROC** : Le roi Hassan, ayant contracté une infection respiratoire aiguë, a été contraint d'annuler la visite d'État qu'il devait effectuer en France le 22 novembre. Agé de soixante-six ans, le roi du Maroc a voulu aussitôt rassurer ses sujets en prononçant un long discours à la télévision. Il est vrai que le processus d'ouverture politique comme les menaces intégristes constituent des défis pour le royaume chérifien dont le roi est la clé de voûte. Les spéculations sur la succession ne feraient qu'affaiblir la position du pays.

♦ **ROUMANIE** : Ame de l'opposition roumaine, Corneliu Coposu s'est éteint le 11 novembre à soixante-neuf ans. Il aura marqué de son empreinte la vie politique de son pays, symbolisant à la fois la lutte contre le communisme et la fidélité envers le roi Michel I^{er}, pour le retour duquel il ne cessa de militer. « *La monarchie*, aimait-il à dire, *est le seul régime capable de sauver la démocratie* ». A l'occasion de ses obsèques à Bucarest, qui ont rassemblé une foule estimée à plus de 100 000 personnes, le roi exilé à Genève a, une nouvelle fois, demandé aux autorités roumaines qu'un visa lui soit accordé.

♦ **ESPAGNE** : La publication du livre « *La mise à sac de l'Espagne* », un ouvrage d'investigation de deux journalistes, fait scandale à Madrid. On y apprend que le financier catalan Javier de la Rosa, impliqué dans diverses affaires de malversations, aurait tenté d'obtenir la protection du roi d'Espagne en le menaçant de révéler de présumées machinations financières de la Maison Royale. C'est la première fois que l'on tente d'éclabousser le roi Juan Carlos. L'affaire fait l'effet d'une bombe en Espagne, où la monarchie est un des fondements de la démocratie.

♦ **ROUMANIE** : A l'occasion de la sortie de son film, « *Madame Butterfly* », Frédéric Mitterrand organisait le 21 novembre une Première de gala au profit de la Fondation Princesse Margarita de Roumanie qui, selon lui, « se consacre avec un dévouement et une compétence exceptionnelle aux déshérités de son pays. Sa fondation est un exemple d'efficacité ».

Docteur d'État en Sciences politiques et spécialiste des XVII^e et XVIII^e siècles,

J.-C. Petitfils a récemment publié un *Louis XIV* qui a le grand mérite, souligné par Pierre Goubert, de nous faire découvrir un roi enfin débarrassé de sa légende noire et de délirantes glorifications. Dépassant le cadre biographique, Jean-Christian Petitfils nous invite à réfléchir sur l'histoire de l'État.

Louis XIV

à la conquête de l'État

■ **Royaliste** : De nombreux historiens ont écrit sur Louis XIV. Était-il encore possible de « renouveler » le sujet ?

J.-C. Petitfils : Des centaines d'ouvrages ont été consacrés, en effet, à Louis XIV. Pour la plupart ce sont des réquisitoires passionnés ou des plaidoiries outrancières. J'ai préféré me situer dans une autre perspective. Sans cacher les ombres ni les lumières du règne, j'ai cherché, sur la trame d'une biographie classique, à mettre à jour les mécanismes profonds du pouvoir royal : qu'est-ce que l'« absolutisme » ? Quels sont les jeux de forces de clans, de clientèles ? Comment l'information remonte-t-elle à Versailles ? Comment les décisions se prennent-elles ? C'est donc un livre qui s'inscrit dans ce qu'on appelle aujourd'hui la « nouvelle histoire politique ».

■ **Royaliste** : Quelles sont les structures de la société du « siècle de Louis XIV » ?

J.-C. Petitfils : Pour bien comprendre les structures de cette société, il faut partir du fait qu'au XVII^e siècle l'individu n'existe pas socialement. Il s'insère dans un certain nombre de corps hiérarchisés (ordres, états, corporations, communautés...) et de relations personnalisées. En l'absence d'un État moderne, les mécanismes de clans, de « fidélités » et de clientèles sont

essentiels. Ce qui domine, ce sont les liens d'homme à homme, les liens de protection et de services réciproques. Les « Grands » du royaume - princes de sang, ducs et pairs - sont à la fois de très riches et très puissants personnages. En tant que hauts dignitaires de la couronne ou gouverneurs de province, ils distribuent les places, les honneurs, les pensions, constituent des réseaux de « créatures » dévouées.

La monarchie a dû s'appuyer sur eux, tout en sachant que l'instabilité de l'État pouvait venir de leur défection. On le voit pendant la Fronde, où les Condés, les Orléans, les La Tour d'Auvergne, les La Rochefoucauld, en basculant dans la rébellion, entraînent avec eux des milliers de gentilshommes et de partisans qui sont leurs obligés. Afin de contrer le pouvoir exorbitant des Grands, l'État royal, depuis longtemps, a développé le monde des « offices » et tenté de constituer une noblesse de robe à son service. En 1665, les « officiers » seront au nombre de 48 000 (nous avons aujourd'hui cinq millions de fonctionnaires). Malheureusement, à leur tour, les officiers ont fini par échapper à l'emprise du pouvoir royal. La vénalité puis l'hérédité des charges les ont rendus indépendants et indociles.

Pour lutter contre les forces centrifuges de l'épée et de la robe, les cardinaux ministres, Richelieu et Mazarin, ont dû

créer leurs propres réseaux de clients et de créatures. Ce faisant, l'absolutisme ministériel a confisqué le pouvoir à son profit. Par des pratiques plus ou moins honnêtes, Mazarin s'est constitué une fortune gigantesque (38 millions de livres, le tiers du budget de l'État !). La maladie chronique de l'ancien régime, je veux parler de son incapacité à maîtriser les dépenses et les recettes publiques, prend un tour aigu avec l'entrée de la France dans la guerre de Trente ans (1635). Le budget annuel des dépenses bondit de 40 à 200 millions de livres. Pour accélérer la rentrée des tailles et des impôts indirects, le pouvoir tente de structurer l'administration (nomination d'intendants dans les 22 généralités) mais doit surtout s'en remettre aux riches financiers, traitants ou fermiers, qui reçoivent jusqu'à 50 % de remise sur les impôts à faire rentrer. Ces modifications bouleversent le pays dans ses profondeurs. La pression fiscale est insupportable. D'où les révoltes populaires à la fin du règne de Louis XIII, d'où la Fronde, qui traduit la résistance des compagnies d'officiers contre les intendants et les traitants, la volonté de mise sous tutelle de la régence et du petit roi par les parlements et les Grands. Telle est la situation dont Louis XIV hérite.

■ **Royaliste** : Comment Louis XIV va-t-il parvenir

à rétablir l'ordre après la Fronde ?

J.-C. Petitfils : Les premières années du règne sont consacrées à cette tâche essentielle. Mazarin y contribue grandement. Cette remise en ordre s'opère moins par l'usage de la force que par une tentative - réussie - d'associer les élites locales au pouvoir et à la répartition des ressources financières. Cet aspect du système louis-quatorzien, souvent négligé, montre qu'à côté de la mainmise définitive du roi sur son « domaine réservé » (guerre, diplomatie, distribution des « grâces »...), les autorités locales bénéficient d'une assez large autonomie, dont profitent la robe et l'aristocratie. C'est l'époque où, dans les grandes villes de province, les notables

font bâtir de riches hôtels particuliers. Dans le processus de retour à l'ordre, on n'aura garde de négliger l'habile utilisation de la mise en scène, de la pompe (le sacre du roi en 1654), de la propagande, destinées à restaurer le principe de légitimité qui avait bien failli disparaître pendant les troubles. Les ballets de cour, les divertissements royaux, qui préfigurent l'éclosion de la « société de cour » dans la seconde partie du règne, revêtent eux-mêmes une signification politique : il s'agit encore et toujours d'intégrer la noblesse frondeuse aux rouages de l'État.

■ **Royaliste** : En 1661, le pouvoir de Louis XIV est-il, comme on le dit souvent, devenu absolu ?



J.-C. Petitfils : Les expressions de « pouvoir absolu » et d'« absolutisme » sont usées et dangereusement ambiguës. Par rapport aux sociétés contemporaines, le pouvoir royal paraît extraordinairement limité, borné de toutes parts par les institutions coutumières, la religion, l'Église, la force des résistances locales et des privilèges, la faiblesse des moyens de communication, l'archaïsme abérant du système financier... Au début de son règne personnel, Louis XIV n'a ni la compétence, ni surtout les moyens administratifs de gouverner seul, comme il voudrait nous le faire croire. Face à l'émiettement du corps social, il a le besoin absolu de s'appuyer sur des clans structurés, disposant de fidèles et poussant leurs ramifications jusque dans les plus lointaines provinces.

Rapidement après l'arrestation de Fouquet émerge la personnalité d'un « patron », Colbert, ancien intendant de Mazarin, qui en quelques années monopolise les finances, le commerce, la marine, les arts et lettres, les bâtiments. Il s'occupe même des réformes judiciaires, qui relèvent en principe du vieux chancelier Séguier. Il installe ses parents, ses amis dans les allées du pouvoir. Son clan devient tout puissant. Serait-ce donc un nouveau premier ministre ? Nullement. L'habileté de Louis XIV va consister à élever contre lui un clan rival - les Le Tellier/Lou-

vois -, partager ses faveurs, à susciter entre eux une saine émulation. Ainsi, par ce jeu de bascule savamment dosé, le roi élargit-il son espace politique. Voilà en quoi a consisté la « révolution de 1661 ».

Le roi gouverne par arbitrage, mais les clans subsistent au cœur de l'État, structurent le pouvoir, et le souverain est obligé de compter avec eux. Sans leur médiation, il n'a pas prise sur le corps social. Apparemment l'ordre règne, les peuples obéissent, les parlements sont matés. Il reste que le gouvernement des clans conduit souvent à l'immobilisme et à la paralysie, induit des difficultés de circulation de l'information : flagornerie des sous-ordres et des ministres qui s'empressent d'annoncer les bonnes nouvelles et de dissimuler les mauvaises. Ce prétendu « roi absolu » se trouve ainsi contraint de développer un réseau d'informateurs parallèles à celui de ses principaux collaborateurs. La mort de Louvois en 1691 met fin à cette étape du système. Le roi prend alors en main les rênes du pouvoir. Les ministres, les commis, les conseillers lui rendent tous compte directement. Les clans ont perdu leur raison d'être. Non seulement Louis XIV est parvenu à domestiquer la haute noblesse en l'enfermant à Versailles, à confiner les corps dans leur domaine de compétence, mais il a ramené à lui toutes les fidélités, toutes les clientèles. Il est devenu l'unique « patron ». Étant l'incarnation de l'État, il a de ce fait transmué automatiquement ces liens de type ancien d'homme à homme en liens nouveaux sujets-État.

■ **Royaliste** : Quelles sont les principales erreurs commises par Louis XIV durant son règne ?

J.-C. Petitfils : Les grandes erreurs ont été les premières guerres, qui ne s'imposaient pas, comme la guerre de dévolution ou celle de Hollande, qui fut très coûteuse, malgré la « gloire de Nimègue ». On lui reprochera aussi sa brutale politique d'annexion ou de « réunion » après 1679, qui a abîmé durablement son image en Europe. On sera plus réservé sur les guerres de la fin de règne, pour lesquelles le roi, certes, eut sa part de responsabilité, mais qui lui

furent imposées. La politique étrangère de Louis XIV n'est pas foncièrement négative, et l'historiographie anglo-saxonne elle-même est revenue sur les clichés d'autrefois.

L'une des plus graves erreurs du règne reste, évidemment, la révocation de l'édit de Nantes. On peut sinon l'excuser, du moins chercher à la comprendre : dans le monde du XVII^e siècle, où ne règnent ni la liberté de conscience, ni les notions de tolérance ou de laïcité, c'est une anomalie que deux religions puissent subsister dans un seul État. L'édit de Fontainebleau de 1685, qui interdit le culte calviniste, est le résultat d'une politique d'étouffement de la « huguoterie », entreprise de longue date et approuvée par l'immense majorité des 90 % de catholiques vivant en France. Cela dit, cette politique fut cruelle et inhumaine. Même si Louis XIV n'a pas eu personnellement connaissance de tous les déboisements commis par ses dragons, il en porte la responsabilité. Il faut ajouter une autre grande erreur du roi : la lutte, à la fin du règne, contre le jansénisme, illustrée par l'implacable destruction de Port-Royal des Champs et la bulle *Unigenitus*, arrachée au pape Clément XI en septembre 1713. Cette bulle maladroite empoisonnera littéralement toute l'histoire du XVIII^e siècle. C'est à partir de ce moment que la Nation va se penser indépendamment du pouvoir qui la représente. La Révolution en sera la conséquence.

Au total, en dépit de ces graves erreurs, on peut dire que Louis XIV a été un grand, un très grand roi. C'est lui, indiscutablement, qui a fondé les bases de l'État moderne, cet État-nation dans lequel nous vivons. Il a poussé la monarchie d'ancien régime à son apogée, tout en lui inoculant, comme l'a dit Emmanuel Le Roy Ladurie, des « germes mortels ».

Propos recueillis par
Alain SOLARI

Jean-Christian Petitfils
Louis XIV
préface de Pierre Goubert
prix franco : 155 F.

Sous le regard nazi

Comment les spécialistes de la propagande nazie appréciaient-ils les écrivains français de la collaboration ? Surprenante actualité d'une sombre question.

Tout en déplorant qu'il n'existe pas une histoire littéraire de la France occupée, Gérard Loiseaux y contribue largement en renversant la perspective habituelle : il ne s'agit pas d'éclairer notre jugement sur les complaisances ou la trahison de certains Français pendant l'Occupation, mais d'examiner le point de vue des propagandistes nazis sur la littérature française de la défaite et de la collaboration (1). Ample travail, qui s'appuie sur l'ouvrage d'un discret bureaucrate nazi : Bernhard Payr, directeur de « l'office de littérature » dans les services d'Alfred Rosenberg, qui analyse dans *Phénix ou cendres ?* soixante-dix écrivains ou plumeurs rangés sous la bannière de la collaboration.

Grâce à la traduction de Gérard Loiseaux, on voit comment le docteur Payr trie, exploite ou récupère froidement ce qui lui paraît utilisable pour la propagande nazie. Bien entendu, les services du Reich s'intéressent de très près à Lucien Rebatet, Robert Brasillach, Drieu La Rochelle, Jacques Chardonne, mais aussi à Alfred Fabre-Luce, figure

aujourd'hui oubliée de la trahison d'une fraction de la haute bourgeoisie.

Se dessinent ainsi la vision nazie de la France au début de l'Occupation et les axes de la propagande en faveur de cette « Europe nouvelle » qui séduisit bien des représentants des élites politiques, littéraires et industrielles de notre pays : une France « décadente » (« enjuivée », « négriifiée » etc.) qui sera régénérée par la « révolution européenne ». Certains textes et certains thèmes (l'Europe au-dessus des nations, la nécessaire solidarité franco-allemande) sont d'une telle actualité qu'ils provoquent un malaise dont il faut se défendre : non, l'Allemagne n'est plus une puissance hégémonique alimentée par une idéologie raciste. Mais, comme le souligne Gérard Loiseaux, l'arsenal de la propagande nazie, comparant l'Allemagne « dynamique », « extravertie » et « européenne » à la France « statique », « nombriliste » et « antieuropéenne », continue de nourrir le sentiment de supériorité que les Allemands éprouvent à notre endroit et que la presse d'outre-Rhin exprime depuis quelques années avec une arrogance étrange - et peut-être inquiétante.

Yves LANDEVENNEC

(1) Gérard Loiseaux - « La littérature de la défaite et de la collaboration » - Fayard, 1995 - prix franco : 190 F.

Paris, capitale arabe

Par son histoire et sa géographie, la France ne reste pas à l'écart de ce qui se passe dans le monde arabe.

Nicolas Beau décrit très complètement les hommes, les filières et les lieux qui font de Paris un lieu de passage et d'accueil pour les protagonistes de l'actualité arabo-islamique.

Le premier constat est celui d'un échec de la politique arabe de la France, à supposer qu'il y en eût jamais une. Que ce soient les liens noués avec certains régimes (Algérie, Irak, Libye), les solidarités idéologiques (le soutien à la cause palestinienne), la tentative de drainage des capitaux arabes (les pétrodollars) ou la création d'un islam à la française, les tentatives de faire de la France un pays intelligent n'ont rien donné, à la

fois par manque de constance du côté des hommes politiques français et, surtout, à cause des déchirements perpétuels du côté arabe. Seul point positif, la mise sur pied de l'industrie française d'armement grâce aux débouchés commerciaux dans le Golfe.

Terre d'accueil économique et d'asile politique pour les diverses populations arabes du bassin méditerranéen, la France a pourtant une carte à

jouer en raison de l'importance de la communauté, ou plutôt des communautés arabes, sur son territoire. L'urgence est d'abord de ne pas laisser passer les banlieues des mains des « potes » à celles de « frères » aux méthodes fascisantes (embriement des jeunes, culte de la force, financement douteux, antiju-daïsme, intolérance, ...) et qui voient en notre pays une base arrière pour les combats d'ailleurs. Seules la générosité et la volonté de dialogue et une authentique politique d'intégration

pourront contrer l'extrémisme islamiste et, par conséquent, son pendant lepéniste. Partant, notre pays pourra montrer l'exemple d'une insertion réussie de l'islam dans la modernité et tirer parti de sa dimension arabe pour son rayonnement diplomatique et économique.

Christian MORY

Nicolas Beau - « Paris, capitale arabe » - Seuil - prix franco : 135 F.



Gilles Deleuze

Partout des hommages, des hommages. Certes, je ne les contesterai pas. Gilles Deleuze était un philosophe intéressant, brillant, interprète subtil de classiques aussi importants que Spinoza, Nietzsche ou Bergson. Je crois savoir qu'il était, au surplus, un interlocuteur agréable et qu'en dépit de ses velléités révolutionnaires, il n'eut jamais l'arrogance des trancheurs de tête et des experts en purification sociale ou intellectuelle. Mais voilà, Gilles Deleuze est mort de la façon la plus affreuse qui soit. Et cette image atroce de sa fin n'a pas l'air de troubler ses laudateurs, qui parfois même osent dire qu'elle fut exemplaire. Et cela me trouble.

Qu'on m'entende bien. Je n'ai nullement l'ambition de m'appesantir sur cette fin et je n'attendrais pas des philosophes et des critiques qu'ils glosent sur son caractère insupportable. Mais au moins, cette mort tragique n'aurait-elle pas dû mettre une sorte de point d'interrogation discret, d'une légère inconvenance je l'accorde, sur le sens d'une œuvre et d'une destinée ? Deleuze, il me semble, était de cette espèce de « sophistes » supérieurs, qui dans sa volonté de renverser le platonisme, visait une sorte d'univers ludique, sans négativité, pure innocence du devenir, comme le voulait son grand inspirateur. « Rapportés à Zarathoustra, le rire, le jeu, la danse sont les puissances affirmatives de transmutation : la danse transmue le lourd en léger, le rire la souffrance en joie, le jeu du lancer (les dés) le bas en haut » (Nietzsche et la philosophie).

On sait par quelle déconstruction de l'être, des catégories du vrai et de l'analogie passe cette transmutation qui n'échappe pas à une sorte d'ivresse dionysiaque : « Et si l'éternel retour, même au prix de notre cohérence et au profit d'une cohérence supérieure, ramène les qualités à l'état de purs signes, et ne retient des étendues que ce qui se combine avec la profondeur originelle, alors apparaîtront des qualités plus belles, des couleurs plus brillantes, des pierres plus précieuses, des extensions plus vibrantes, parce que, réduites à leurs raisons séminales, ayant rompu tout rapport avec le négatif, elles resteront toujours accrochées dans l'espace intensif des différences positives... » (Différence et Répétition). Certes, on peut trouver quelque chose de rimbalde là-dedans. Mais il faut bien se poser la question de ce qui résulte pour l'homme de cette transmutation des valeurs. Comme Nietzsche, Deleuze désire ce moment où l'individu souverain ne sera plus sensible qu'à lui-même, où il sera affranchi de la moralité des mœurs, « autonome et super moral » : « Le produit de la culture, écrit-il, n'est pas l'homme qui obéit à la loi ; mais l'individu souverain et législateur qui se définit par la puissance sur soi-même, sur le destin, sur la loi : le libre, le léger, l'irresponsable. Chez Nietzsche, la notion de responsabilité, même sous sa forme supérieure, a la valeur limitée d'un simple moyen : l'individu autonome n'est plus responsable de ses forces réactives devant la justice, il en est le maître, le souverain, le

par Gérard Leclerc



législateur, l'auteur et l'acteur. C'est lui qui parle, il n'a plus à répondre ». Ajoutons cette conclusion : « La culture est l'activité générique de l'homme ; mais toute cette activité étant sélective, elle produit l'individu comme son but final où le générique est lui-même supprimé » (Nietzsche et la philosophie).

Inutile de dire qu'au-delà du platonisme, c'est le judéo-christianisme qui est visé et que Deleuze ne fera nulle grâce à tout ce qui pourrait en être une réémergence. Le personnalisme d'un Martin Buber est ainsi rejeté dans « L'Anti-Oedipe » non sans mépris, comme tout ce qui rappelle « les postulats familiaristes, personnalogique et moïque ». Que peut-il bien rester de l'homme au terme de cette dissolution du sujet et de l'invention des machines désirantes comme dispositif absolu de l'économie libidinale : « La tâche de la schizoanalyse est de défaire inlassablement les moi et leurs présupposés, de libérer les singularités prépersonnelles qu'ils enferment et refoulent et de faire couler les flux qu'ils seraient capables d'émettre, de recevoir ou d'intercepter, d'établir toujours plus loin et plus fin les schizes et les coupures bien au-dessous des conditions d'identité, de monter les machines désirantes qui recourent chacun et le groupent avec d'autres » (L'Anti-Oedipe). Toute cette machinerie fantasmagorique charrie en fait une ontologie qui ne veut pas dire son nom. Une conception naturaliste, et délirante en même temps, qui se mêle à une profonde subversion du sens de l'homme : « Non pas l'homme, en tant que roi de la création, mais plutôt celui qui est touché par la vie profonde de toutes les formes et de tous les genres, qui est chargé des étoiles et des animaux et qui ne cesse de brancher une machine-organe sur une machine-énergie, un arbre dans son corps, un sein dans la bouche, le soleil dans le cul : éternel préposé aux machines de l'Univers » (L'Anti-Oedipe).

Reparler de ce Deleuze-là, - L'Anti-Oedipe est de 1972 - c'est évoquer un peu « notre jeunesse », mai 68, l'après-mai. Pour beaucoup, ce fut une révélation, la mise en forme de leurs rêves de jouissance et de révolution. J'avoue qu'en dépit du plaisir que j'avais eu à lire son Nietzsche, je ne suis jamais tombé dans ce genre de panneau. A cause de convictions trop contraires mais aussi parce que ça ne marchait pas. Ce ludisme était trop artificiel et ce nietzschéisme mensonger. Nos petits camarades de Libération étaient, eux, dans le ravissement et dans la transe. Quand Pierre Boutang publia sept ans plus tard sa superbe « Apocalypse du désir », avec la mise en pièces des machines désirantes, mais surtout la dénonciation du nihilisme et son vrai dépassement dans la reconnaissance d'une transcendance qui structure le désir et le fait consonner à une tout autre image, il signifiait la faillite de ces désirants. Quelques vingt années plus tard, il apparaît que Libération n'a pas changé au fond de référence philosophique et l'importance que ce journal a accordée à la mort de Deleuze est à la mesure de sa dette et de sa fidélité.

Pourtant, le Libé d'aujourd'hui n'a apparemment plus grand-chose à voir avec celui des luttes postsoixante-huitardes. Il n'est plus question de faire la révolution et de clouer la bourgeoisie au pilori. Le maoïsme et le gauchisme flamboyant sont très loin. Comment expliquer alors cette continuité de fond ? Le passage de la révolution prolétarienne au ralliement sans états d'âme au capitalisme et à tous ses avatars (publicité et consommation) a pour terrain commun cette exaltation, qui est aussi pathologie, du désir. Les libertaires sont devenus libéraux-libertaires, ils sont toujours des désirants.

L'affaire Kusturica

Pour certains intellectuels français, la leçon du stalinisme n'a servi à rien : ils jugent une nouvelle fois sans voir ni connaître.

Peut-être se souvient-on que la palme d'or attribuée par le jury de Cannes à *Underground* déclencha les réactions violentes de deux maîtres-censeurs curieusement associés dans la gestion médiatique de « l'affaire » yougoslave : Alain Finkielkraut, ami des Croates qui martyrisèrent les Musulmans de Mostar et d'autres lieux (certains chefs croates sont traduits devant le Tribunal pénal international de La Haye) et Bernard-Henri Lévy, ami (intermittent) de certains Bosniaques. Sans dire qu'il n'avait pas vu le film, Alain Finkielkraut le dénonça comme une « version rock » de la « propagande serbe » (je résume la diatribe), tandis que B-H-L. tout en reconnaissant ne pas avoir assisté à la projection d'*Underground*, évoquait, à propos de la décision du jury cannois, l'effet qu'aurait pu provoquer une distinction attribuée à Céline en 1938.

Ainsi Emir Kusturica, citoyen de Sarajevo, amoureux désespéré de la Yougoslavie, était jugé et condamné sans avoir été vu ni entendu, simplement parce qu'il ne représentait pas les thèmes et anathèmes de la « Pensée correcte » sur la guerre civile en cours. Comment ne pas songer aux condamnations automatiquement prononcées par les intellectuels staliniens, selon les réquisitoires de ceux qui furent reconnus par la suite comme des assassins ?

L'histoire se répète d'autant plus stupidement que nos maîtres-censeurs dénonçaient il y a vingt ans le totalitarisme communiste (nous les avons alors amicalement soutenus) et que certains de leurs amis du « parti bosniaque » commentent d'un ton navré le livre de Stephen Koch (1) qui analyse plus ou plus justement la manipulation de certains intellectuels par les agents de Staline. Toujours les mêmes jeux parisiens, dérisoires, sur fond de terreur et de massacres.

Heureusement, il y a Edgar Morin qui, dans *Le Nouvel Observateur* (2), a donné l'analyse lumineuse et juste de la guerre civile yougoslave, et dit ce qu'il y a d'essentiel dans le film de Kusturica : « l'épopée dérisoire d'un voyage au bout de la nuit » et le sentiment dostoïevskien de la misère humaine (qui) se termine dans l'indicible douleur de la fraternité auto-assassinée : après que les amis, les frères se sont entre-tués, un brasier humain tourne autour d'un Christ renversé sur sa croix ». Et de conclure : « Il est désespérant que l'absence de haine de ce film ait suscité tant de haine ».

Pourquoi Edgar Morin a-t-il compris ce que nos maîtres-censeurs ne veulent ni voir ni comprendre ? Il a simplement aimé d'amour la Yougoslavie. Nous la pleurons avec lui.

Maria DA SILVA

(1) Stephen Koch - « La Fin de l'innocence » - Grasset, 1995 - prix franco : 152 F.
(2) *Téléobs* n° 115, 11-17 novembre 1995.

La bataille de Poitiers

C'était en 732 à l'heure où les armées franques pour la première fois coalisées écrasaient les Arabes près de Poitiers. Le vainqueur se nommait Karl Martieaux, alias Charles Martel.

Mais qui étaient ces Sarrasins ? Convertis à l'islam depuis moins de cinquante ans avaient-ils épuisé la sève des 114 sourates qui forment le Coran ? Étaient-ils au début d'une conquête ou à la fin ? En somme, présentaient-ils pour l'Occident le même défi, certains diront même menace, qu'aujourd'hui ?

Salah Guemriche, écrivain algérien, a ourlé sur ce thème le roman de la confrontation trans méditerranéenne. D'une part, la cavalcade des guerriers du désert parvenus jusque dans la Gaule narbonnaise, de l'autre la riposte que les gens de Neustrie, d'Austrasie et d'Aquitaine réservent à cette invasion. A lire Salah Guemriche, il apparaît clairement que ce conflit cruel est la première occasion de métissage Orient-Occident et comme la légende fondatrice des croisades.

Il a l'inspiration heureuse d'en faire une histoire d'amour en plantant un couple au foyer de la déflagration. Munuz, général berbère à peine dépouillé de son christianisme originel, ravit au duc Eudes d'Aquitaine sa fille Lampégie « blonde bachqane (gasconne) aux yeux d'ébène ». Leur union finalement consentie présage l'utopie d'un monde arabo-aquitain, islamo-judéo-chrétien, dont on verra d'éphémères floraisons à Cordoue, au Liban ou à Alexandrie. Mais chaque fois, ce bourgeon d'espérance

a été réduit en miettes par la brutalité des intégrismes. Ici, l'islam conquérant de l'émir sacrifie Munuz à son retour au Christ et brise l'alliance naissante avec les « infidèles » pour lancer ses razzias vers Tours. Là, il escompte mettre la main sur les précieuses reliques de saint Martin, et priver ainsi les chrétiens de leur Mecque.

Le djihad est donc l'ascèse quotidienne en cette aventure, soit qu'elle concerne l'effort intérieur de la conquête de soi au service de l'aimé, soit qu'elle mobilise pour la guerre, en un déploiement d'énergies dont Dieu donne ou refuse la maîtrise selon son *mektoub*.

Lampégie en est la figure. Veuve, livrée au sultan de Damas en son harem, ce qu'elle entreprendra pour venger son Berbère de mari est la matière de ce roman somptueux de style, de pertinence historique et d'imagination. Grâce à elle s'éclaire assez le drame d'amour-haine qui fait notre orageuse fraternité avec les enfants du Prophète.

On peut être sensible aussi au déchirement qui dicte à Salah Guemriche de dédier son ouvrage à la fois à l'Algérie, espérée victorieuse de la violence, et à la France en qui il veut bien reconnaître sa « marâtre-patrie »...

Luc de GOUSTINE

Salah Guemriche - « Un amour de djihad » - Ed. Balland - prix franco : 147 F.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 25 F).

● Mercredi 29 novembre : Pourquoi l'ennui des lecteurs de romans augmente-t-il en même temps que le nombre de titres mis sur le marché ? Pourquoi l'impressionnante théorie du roman débouche-t-elle sur tant d'intrigues inconsistantes ? Ces questions littérairement incorrectes ne sont pas le fait d'un critique grincheux ou d'un auteur toujours refusé, mais d'un ancien directeur de la revue *Esprit*, dont maints ouvrages font autorité : Jean-Marie DOMENACH nous dira ce que signifie à ses yeux cette crise de la création qu'il qualifie de « Crépuscule de la culture française », et ce que doit craindre un peuple privé de fiction.

● Mercredi 6 décembre : Gabriel MATZNEFF fête cette année ses trente ans de vie littéraire et publie « *Le Dîner des Mousquetaires* », un recueil d'articles, souvent polémiques, parus dans divers journaux - dont *Royaliste*. Deux raisons de recevoir à nouveau notre ami, qui débatera avec nous d'une question de plus en plus préoccupante : « la presse française peut-elle encore tolérer la liberté de l'esprit ? ».

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » de la N.A.R. il suffit de nous en faire la demande.

La comtesse de Paris dédicacera son dernier livre « *Mon bonheur de Grand-Mère* » le vendredi 24 novembre à partir de 18 h. dans les salons de la mairie du 9^e arrondissement (6 rue Drouot, 75009 Paris)

L'abbaye est bien pauvre quand les moines vont aux glands...

Nos amis ont bien compris l'urgence de notre appel au secours et la nouvelle belle liste de souscripteurs que nous publions en est la preuve. Bien sûr, nous sommes encore loin de notre objectif (60 000 F avant la fin de l'année) mais chaque courrier nous apporte le témoignage de la fidélité et du soutien de nos lecteurs. Ne relâchons pas l'effort et que tous ceux qui n'ont pas encore participé nous versent rapidement leur obole afin de nous sortir de notre mauvaise passe financière. En plus du soutien matériel apporté, de nombreuses lettres nous disent avec émotion ou avec humour combien *Royaliste* est indispensable et apprécié. Nous ne résistons pas au plaisir de transcrire ici un « *A la manière de...* » que nous avons reçu d'un lecteur lyonnais et qui pour ne rien gâcher était accompagné d'un chèque substantiel.

Yvan AUMONT

A la manière de...

« Le journalisme indépendant, tu vois, Ferdinand, c'est galère et compagnie... guignon comme dit Yvan Aumont... Mais les lecteurs de *Royaliste* ne sont pas des guignols... des cloportes... abjects... ils savent se mobiliser... quand il faut !... pour faire pièce au carrousel des palinodies... libérales... populistes... écolo-anti-spécistes. Meilleure santé à *Royaliste*... grâce aux lecteurs... fidèles... depuis 1971... la N.A.F. ! Un quart de siècle de confrontations intellectuelles... sans concession... sans tabou... et même sans vacherie... quelle aventure, Ferdinand ! »

Extrait d'un roman fort peu connu de Louis-Ferdinand Céline intitulé « *Bagatelles pour une souscription* ».

2^e liste de souscripteurs

F.A. 1500 F - Mme Auboyneau 50 F - Dr Jean Barraud 50 F - Laurent Boissavy 100 F - Anonyme 105 F - J.C. (Corse) 260 F - Michel Cusin 500 F - François Denoel 200 F - A.D. 200 F - François Gerlotto 500 F - Jean Gonthier 80 F - Alain Pierre Goubert 500 F - François Hiss 500 F - René Hostache 230 F - Alain Jouffroy 80 F - Guy Leclerc-Gayrau 100 F - Christian Libens 50 F - Bernard Marchand 500 F - Maurice Massin 50 F - Jean-François Maurel 350 F - Christian Mory 200 F - Bernard Mothon 100 F - Etienne Ozenne 45 F - Fédération NAR de Bretagne 1200 F - Y. de P. 300 F - Michel Puravet 1300 F - Paul-André Richard 130 F - Jacques Roué Daeron 150 F - A.T. (Eure et Loire) 765 F - Henri Uzac 108 F - François Verrazanne 100 F - François Viet 100 F -

Total de cette liste : 10403 F

Total précédent : 12030 F

Total général : 22433 F

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Si *Royaliste* veut développer son audience, il faut encore que son existence soit connue des futurs lecteurs. C'est le but des petits autocollants publicitaires que nous avons édités. Très visibles (imprimés en noir sur fond jaune), faciles à coller, peu coûteux, efficaces, ils indiquent notre adresse et notre téléphone en proposant l'envoi d'un spécimen gratuit.

Ils sont vendus par planche de 24 exemplaires. La planche de 24 ex. : 7 F franco, les quatre planches (96 ex.) : 16 F franco, les dix planches (240 ex.) : 30 F franco.

LIVRE DE PRESSE

Le *livre de presse* de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Tout avoir est impossible sans votre aide. Envoyez-nous systématiquement toute coupure de presse concernant la NAR, les princes ou le royalisme en indiquant les références précises de l'article.

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour se faire connaître, développer son audience, toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur de *Royaliste* que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons alors un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Quand sifflent les marchés

Les marchés ont sifflé la fin de la récréation...

Cent fois, nous avons lu cette phrase imbécile écrite avec une satisfaction morose par les sempiternels donneurs de leçons.

Les marchés siffleraient donc la fin du « jeu », le « retour au réel », l'heure de la rigueur et du sacrifice. Ils réagissent comme des foules, les marchés : ils pensent, s'émouvent, s'agitent. Jusqu'à la panique ! Mais ils rétablissent aussi la discipline comme des maîtres d'école ou des agents de police. Assez ri ! Assez dépensé ! Où avions-nous la tête ? Les classes moyennes faisaient la fête, les sans-abri desserraient leur ceinture, les smicards jetaient l'argent par les fenêtres, et les hommes d'État devenaient laxistes. *Laxare ! Purgare !* répondent « les marchés » qui sont aussi de prétentieux médocastres. Alors les chefs d'État « prennent le tournant de la rigueur » et « les marchés », ôtant leurs chapeaux pointus, saluent bien bas ceux qui vont imposer au peuple dispendieux les souffrances salutaires. Car « les marchés » sont moralistes.

Mais c'est qui, « les-marchés » ? Au mieux, de grandes entreprises qui manient les monnaies et divers « produits financiers » pour se prémunir contre les risques de baisse et pour arrondir leur magot. Au pire, des professionnels de la spéculation, des trafiquants en tous genres et des représentants du crime organisé qui blanchissent l'argent sale. Rien, en tout cas, qui ressemble aux instituteurs, aux agents de police ou aux juges de paix. Et c'est ce milieu de joueurs, de profiteurs et de délinquants de haut vol qui dicte

aujourd'hui sa loi au monde entier.

Des journalistes, qui seront un jour ou l'autre vendus avec les meubles dans une quelconque partie de *Monopoly*, répliqueront gravement que ce sont là des analyses désuètes puisque « les-marchés », quels qu'en soient les acteurs, exercent spontanément une fonction régulatrice, et ramènent à la raison les gouvernements et les peuples infantiles. Ce sont là de solennelles âneries. En fonction de critères erratiques, nous voyons



« les-marchés » céder en quelques heures à la panique et jeter le désordre dans les économies les plus riches et les mieux organisées : la libre circulation des capitaux, qu'on nous vante avec de grands mots obscurs, nous a placés dans le monde de l'irrationnel, de l'imprévisible, de la démesure.

Seuls des charlatans peuvent affirmer que cette folie est la suprême sagesse, qui permettrait le progrès économique et social. « Les-marchés » se moquent de la production effective comme du bien-être des peuples : leur logique est la rentabilité maximale du capital, leur morale se réduit à un matérialisme radical, leur idéologie exclut tout souci

de justice sociale. Plutôt le chômage de masse que l'inflation grignoteuse d'épargne ! Telle est la pensée unique des « marchés » qui voient dans la contraction des salaires et la précarité sociale les conditions premières de l'ordre des spéculateurs et des rentiers. On comprend que « les-marchés » aient applaudi l'effort de rigueur budgétaire annoncé par Jacques Chirac, et les mesures de régression sociale amorcées par Alain Juppé.

Bien entendu, ceux qui résistent sont accusés de céder aux sirènes du marxisme, de l'archaïsme syndical, de la défense corporative. Ne nous laissons pas impressionner. « Les-marchés » ne nous font pas « bouger », pour « plus d'efficacité » : ils tyrannisent les nations, qui sont en train de perdre leur souveraineté ; ils tyrannisent les États, qui sont paralysés par la spéculation internationale ; ils tyrannisent les hommes politiques qui n'osent plus s'exprimer de peur de déclencher une attaque contre la monnaie nationale.

Cela signifie que « les-marchés », autrement dit le capitalisme financier, sont en train de détruire la démocratie, de proscrire le souci de justice sociale, de réduire à néant notre liberté. Nous votons, mais nous voyons nos élus se soumettre aux marchés. Nous choisissons librement un projet collectif, mais le gouvernement nous soumet tôt ou tard à la contrainte des marchés. Nous osons protester, faire grève, manifester, mais on nous demande de nous taire pour ne pas inquiéter « les-marchés ».

Dans les luttes actuelles, pour l'emploi, pour la Sécurité sociale, pour les salaires décents, l'enjeu n'est pas corporatif, ni économique seulement : c'est la démocratie elle-même, c'est la justice et la liberté en tant que telles, que nous avons à défendre.

Bertrand RENOUVIN